

## **Intervention de Jean-Marc Germain,**

### **lors du débat sur la déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, sur les nouvelles perspectives européennes**

**Le 2 octobre 2012**

Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, en regardant tout à l'heure M. Jacob et M. Borloo brandir le traité et dresser une comptabilité dérisoire de ses mots et de ses virgules, je repensais à cette phrase de Jaurès : « Quand les hommes ne peuvent plus changer les choses, ils changent les mots. »

François Hollande, lui, a choisi de changer les choses.

Et les choses ont changé, le 28 juin.

Nous réclamions depuis vingt ans avec Jacques Delors un programme de grands travaux. C'est fait avec le paquet croissance de 120 milliards d'euros, et c'est important pour soutenir la croissance de l'Europe et muscler sa compétitivité.

Nous réclamions depuis quinze ans une taxe sur les transactions financières. C'est fait, et c'est important pour remettre la finance au service de l'économie et pour relancer la croissance sans endettement.

Nous réclamions depuis cinq ans une régulation bancaire et une intervention de la BCE pour contrer la spéculation sur les dettes souveraines. C'est fait et c'est important pour préserver l'euro et pour rouvrir le robinet du crédit.

Qui peut, au vu de tout cela, nier sérieusement que l'Europe a profondément changé de direction depuis trois mois ? La vérité, c'est que François Hollande a réussi, là où Nicolas Sarkozy avait échoué, pour ne pas dire fauté. La vérité, c'est qu'après des années de chacun pour soi et d'austérité généralisée, le balancier de l'Europe est revenu du côté de la solidarité et de la croissance.

**C'est pour cela que je soutiens, monsieur le ministre, le paquet européen proposé par le Président de la République. Je le soutiens et j'en voterai l'ensemble des dispositions d'application, traité compris.**

Mon oui n'est d'ailleurs pas un oui qui veut dire non, ni un non qui veut dire oui. C'est un oui qui veut dire oui !

Je vous le dis, si je pensais ce traité mauvais pour notre pays, je ne le voterais pas, quelles que soient les avancées obtenues. Mais il n'en est rien.

Ce n'est certainement pas le carcan dont parlent certains. Il n'entraîne pas de transfert de souveraineté – le Conseil constitutionnel l'a confirmé dans sa décision du 9 août 2012 ; il n'implique aucune règle contraignante dans la Constitution – et il n'y en aura pas ; enfin, les parlements

nationaux conservent leurs prérogatives budgétaires ainsi que le prévoit explicitement le paragraphe 2 de l'article 3 du traité, que M. Carrez a omis de lire tout à l'heure.

Le traité n'entrave pas davantage notre économie. Je le dis d'autant plus que, étant économiste de formation et d'obédience plutôt keynésienne, j'y attache une importance toute particulière. Je dirai même que le fait de consacrer le solde structurel comme objectif est un progrès. Cela signifie que le traité reconnaît la possibilité d'utiliser la politique budgétaire pour soutenir l'économie dans les périodes de crise économique.

Il conviendra, bien sûr, d'être vigilant sur la question du calcul du solde structurel, qui, du coup, revêt une importance particulière.

Quant aux sanctions éventuelles, j'observe qu'elles sont, somme toute, modiques : 0,1 % du PIB. Un État qui voudrait s'affranchir pour telle ou telle raison de l'objectif de retour structurel à l'équilibre pourrait le faire sans dommage ni pour sa croissance ni pour sa richesse nationale.

Règle souple, sanction faible, on voit bien que l'enjeu de l'Europe est ailleurs. Il est dans ce qui a été obtenu pour la croissance, dans ce qui reste à obtenir pour l'Europe. Aussi mon vote est-il autant un vote de reconnaissance de l'acquis, que d'exigence pour le futur.

Je voudrais insister ici sur la nouvelle avancée qui me semble des plus essentielles. C'est la question du juste échange, l'idée que l'Europe ne peut plus être désormais le seul continent au monde ouvert à tout vent, l'idée que l'Europe doit protéger nos entreprises et nos savoir-faire, imposer la réciprocité, exiger le respect des normes sociales et environnementales et, pour les pays qui ne le font pas, appliquer des droits de douane plus élevés.

Mes chers collègues, l'Europe Sarkozy-Merkel, c'était du sang et des larmes.

L'Europe de François Hollande et Jean-Marc Ayrault, c'est de la sueur, des emplois et de la justice. C'est cette Europe-là que nous soutenons, monsieur le ministre, en approuvant aujourd'hui votre politique. Nous avons toujours été là pour faire avancer l'Europe, nous le sommes et nous le serons !